

Les subsides

surpris de voir les députés ministériels adopter notre cinquième rapport. D'un autre côté, je vois mal comment les députés ministériels auraient pu en toute bonne foi faire autrement après avoir entendu les témoignages des Indiens canadiens sur leurs conditions de vie. Le cinquième rapport du comité dit exactement la même chose que le texte de la motion en des termes peut-être moins impartiaux et moins neutres. J'attends avec impatience d'entendre les députés ministériels car le cinquième rapport du comité permanent qui a été adopté par la Chambre et approuvé par tous les membres du comité, qu'ils soient libéraux, conservateurs ou néo-démocrates, adresse un message sérieux au ministre et au cabinet. Nous espérons que le ministre va retenir la leçon et qu'il va agir en conséquence.

Il y a trois points importants dont nous devons parler cet après-midi. Tout d'abord, il faut que les Indiens participent à l'établissement du budget. Deuxièmement, ils ont besoin de crédits supérieurs. Troisièmement, il faut démanteler le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien. Si vous le voulez bien, nous prendrons chacun de ces points dans cet ordre.

Je le répète, les Indiens doivent participer à l'établissement du budget. Il est très frustrant pour les bandes d'Indiens de devoir rendre des comptes au Ministère alors qu'ils n'ont pas leur mot à dire sur le montant des crédits qui leur sont alloués. Il est très frustrant pour une bande comme celle de Cowichan, qui n'a pu réussir à avoir aucune indication sur les chiffres indicatifs qui seraient fixés pour son budget, de s'entendre dire ensuite au milieu de mars que, puisque son budget va dépasser les trois millions et que le Conseil du Trésor a modifié ses règles, il lui faudra maintenant présenter une demande au Conseil du Trésor avant que son budget puisse être approuvé. Cela, elle l'apprend deux semaines avant la fin de l'année financière. C'est très frustrant pour une population comme celle de la bande Oweekano, qui s'en plaignait par la lettre suivante:

Nos premiers commentaires concernant la réunion de ce matin ne sont pas flatteurs, c'est le moins qu'on puisse dire. Nous sommes contraints de protester contre votre processus de négociation, qui consiste pour nous à noter sur le papier les montants que vous avez décidé de nous donner. Nous sommes sortis de la réunion profondément déçus de la façon dont on traite les petites bandes isolées comme la nôtre.

Deux semaines avant la date limite, on apprend aux grandes bandes qu'elles doivent présenter au Conseil du Trésor des demandes pour leur budget. Les petites bandes on les convoque, et en fait de consultation, on leur fait noter les articles qui sont approuvés, un point c'est tout.

Il y a ensuite le problème que même lorsqu'un budget a été approuvé, même lorsque les bandes indiennes présentent ponctuellement leur rapport trimestriel, le ministère ne sort l'argent que lorsque cela lui chante. Notre comité s'est fait dire par la bande Neskainlith de Colombie-Britannique qu'en raison des retards mis à payer l'argent de son budget, cette bande doit payer dans les \$10,000 à \$12,000 par année en intérêts.

Ces temps-ci, nous entendons les banques pousser des cris de désespoir au sujet de leurs profits, mais je ne pense pas qu'il soit dans l'intérêt des Canadiens que le ministère se montre si lent à payer les bandes indiennes qu'elles doivent payer des intérêts pour conserver leurs facilités de crédit à la banque. Il est absolument indispensable que les Indiens prennent part dès les tout débuts à l'élaboration de leur budget, au lieu d'être

simplement convoqués à la fin pour apprendre ce qu'il pourrait y avoir.

Deuxièmement, je voudrais parler du manque d'argent pour les besoins constatés. Une des raisons de l'actuelle crise de financement est probablement la réussite d'un des programmes gouvernementaux. Depuis plusieurs années le gouvernement a adopté une politique consistant à confier aux Indiens des responsabilités administratives, et depuis lors les responsables indiens sont passés maîtres dans la désignation des besoins de leurs populations. Il n'était plus question pour eux d'accepter simplement ce que les agents indiens voulaient bien leur donner. Ils ont appris à savoir déterminer leurs besoins, mais seulement pour s'apercevoir qu'ils n'ont pas les fonds voulus pour y répondre.

● (1640)

Nous nous sommes toujours attendus à ce que les Indiens s'en sortent en vivant dans la pauvreté, après les avoir privés de leurs bases économiques. Aujourd'hui, nous leurs faisons des promesses et nous nous attendons à ce qu'ils se débrouillent grâce à celles-ci, même lorsque nous ne les tenons pas. Je voudrais citer quelques exemples aux fins du compte rendu, monsieur l'Orateur.

Il y a quelques années, on versait une allocation de \$10 par semaine aux étudiants indiens. Bien que le dollar ait beaucoup perdu de sa valeur à cause de l'inflation et que dans tous les secteurs, les gens obtiennent plus d'argent, les étudiants indiens sont toujours censés se débrouiller avec cette somme. C'est parfois une raison suffisante pour les empêcher de fréquenter une école éloignée de chez eux. Si nous nous intéressons à l'éducation des Indiens, comme nous le prétendons, nous devons faire en sorte que les étudiants aient suffisamment d'argent de poche.

J'ai été heureux, hier, d'entendre le ministre dire à la Chambre qu'il est en train de relever les normes des écoles indiennes. Il y a dix ans, on a fixé des normes pour les écoles indiennes, puis le ministère a décidé qu'elles étaient trop élevées et il les a réduites. Dans la plupart des provinces aujourd'hui, la norme fédérale, pour les écoles indiennes, est inférieure à celle de la province. Je suis heureux de voir que le ministre va prendre des mesures pour y remédier; nous suivrons de près l'évolution de la situation dans ce domaine.

Cinq bandes de l'île de Vancouver se partageaient le programme dit de stimulation des enfants. Au départ, ce programme prévoyait le financement de la formation de jeunes Indiens pour leur permettre de travailler avec leurs parents et les enfants d'âge préscolaire. Pendant trois ans, ce programme a reçu des fonds du programme de développement communautaire, mais les crédits sont allés en diminuant et aucun autre ministère fédéral n'a comblé le déficit. C'était un très bon programme qui est menacé aujourd'hui de disparaître, faute de crédits.

L'Union des Indiens du Nouveau-Brunswick nous a signalé à maintes reprises son inquiétude de voir se terminer le programme de repas chauds à l'intention des enfants dans le cadre du développement communautaire. Ce programme ne se limite pas aux jeunes Indiens. Lorsqu'il n'y a pas assez d'argent à la maison, les enfants partent souvent à l'école sans manger. Le